

Evaluation Rapide Multisectorielle (ERM)

Rapport ERM

Lieu de l'ERM : MABINGU-ISHOVU



Contexte

Description de la crise

L'axe Mbingu-Ishovu est situé dans les groupements de Mbingu sud à Kalehe et d'Irambi à Kabare, dans les zones de santé de Kalehe et Katana, province du Sud-Kivu. La situation sécuritaire dans la province du Nord Kivu, territoire de Masisi est précaire en raison des hostilités armées entre les FARDC et la rébellion du M23 dans la zone. Selon les alertes Ehtools 5186 et 5187, environ 9 306 personnes déplacées, soit 1 551 ménages sont arrivées dans la ZS de Kalehe et Katana, précisément dans les localités de Mbingu et Ishovu en groupement Mbingu sud et d'Irambi-Katana. Selon le comité humanitaire de base de Chofi/Kalehe, il y aurait environ 7710 personnes déplacées, soit 11285 ménages qui seraient arrivés dans ces localités précitées en provenance du nord Kivu, en territoire de Masisi (précisément localités de Kirotshe, Shasha, Bweremana, Sake, Mushaki) fuyant les affrontements en cours entre les FARDC et les M23. Ils sont arrivés en date du 19 au 20 février et seraient accueillis dans les familles d'accueil, dans les écoles (EP Lemera, EP Mapema Ishovu) et dans les églises (55e CBZ, 8e CEPAC de Ishovu). Ces déplacés ont des besoins multisectoriels.

C'est dans ce contexte qu'ACTED avec le soutien Backdonor ECHO, dans le cadre du projet « Strategic Assistance for Emergency Response in Democratic Republic of Congo (SAFER IV) » a décidé d'organiser une évaluation rapide multisectorielle (ERM) réduite, en date du 21 au 26 mars 2024 sur l'axe Mbingu-Ishovu. Le but était de procéder à l'identification rapide des gaps et besoin prioritaire de la population affectée par les conflits à travers les IC et groupe de discussion. Les résultats de cette évaluation rapide dénombre 932 ménages déplacés et 2642 ménages hôtes soit un total de 3574 ménages dans la zone évaluée. Depuis que les déplacés sont arrivés dans la zone aucune assistance leur a été parvenue. La situation sécuritaire est relativement calme sur l'axe en notant la présence de FARDC. L'axe est facilement accessible en véhicule 4x4. L'axe est couvert par les réseaux Vodacom, Orange et Airtel.



Code de l'alerte	5186	Accès physique	Voiture et pirogue pour
Autres codes d'alerte	5187	Accès sécuritaire	Oui
Date de l'alerte	18/03/2024	Présence de la MONUSCO	Non
Estimations nb total de ménages dans la zone enquêtée			3574

Incidents au cours des 2 dernières semaines :	Non
EM: Enquêtes ménages ; IC: Informateurs clés RDS: Revue de données secondaires GDC: Groupe de discussion communautaire OL: Observations libres	

Besoins prioritaires

- Cash physique (en espèces)
- Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)
- Vouchers / foires
- En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)
- En provision de services (services de protection, aide juridique, prise en charge médicale, formations professionnelles, Autre

Types de besoins prioritaires de la population (IC)

- Pas besoin d'aide humanitaire
- Nourriture
- Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)
- Nutrition (p.ex. PlumPy Nut)
- Abris
- AME (casserolles, bidons, habits, etc.)
- EHA (eau, savon, latrines, etc.)
- Santé
- Education
- Protection (y compris la sécurité)
- Cohésion sociale et consolidation de la paix
- Communication
- Moyens financiers (cash)
- Autre
- Ne sait pas
- Ne se prononce pas

(Fréquence de réponses pondérée) ²	
Fréquence max. possible:	27
27	
0	
2	
27	
25	
0	

(Fréquence de réponses pondérée) ²	
Fréquence max. possible:	27
0	
27	
0	
0	
9	
8	
14	
5	
3	
0	
0	
0	
15	
0	
0	
0	

Mouvements de population

Voir tableau des mouvements de population à la fin du rapport

Analyse des mouvements de population

Depuis l'année dernière, la situation sécuritaire dans la province du Nord-Kivu et les territoires frontaliers de la province du Sud-Kivu sont confrontés à des conflits armés dans plusieurs groupements du territoire de Kalehe. Actuellement le mouvement du 23 mars (M23) qui s'affronte aux Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC)/Wazalendo, les groupes armés entre eux et les conflits communautaires entre certaines tribus de la zone. Ces derniers affrontements ont été accompagnés par des pertes des vies humaines meurtres, pillages, viol, violences physiques. Ils ont entraîné aussi un déplacement massif de la population vers les villages situés dans la zone de santé de Kalehe et Katana.

L'évaluation a fait état de 3574 ménages sur l'axe enquêté, dont un total estimé de 21444 personnes (selon une estimation de 6 membres par ménage). Parmi eux, 932 sont déplacés (26% des ménages). Il est à noter qu'aucun ménage déplacé n'est retourné dans la zone de provenance à ce stade. En effet, la situation sécuritaire dans une partie de la zone est toujours préoccupante à la suite des affrontements entre les groupes armés et les FARDC, ce qui empêche les ménages déplacés de revenir vers leurs villages de provenance. Ces données démographiques ont été obtenues par décompte au porte-à-porte dans les villages de petite taille (Lugohwa, Kahumbi et Bugurane) et estimé dans les plus grands villages en triangulant les informations partagées par les informateurs clés sur la démographie de l'ensemble de l'axe.

Nombre estimé de ménages par statut (voir synthèse ci-dessous)

Déplacés	932
Retournés	
Communauté hôte / autochtones	2642
Réfugiés	
Rapatriés / expulsés	

Nombre total estimé de ménages dans la zone enquêtée

3574

Pression démographique (ratio déplacés + retournés / communauté hôte)

Proportion de ménages familles d'accueil

Estimation du nombre de familles d'accueil dans la zone enquêtée 1114

Déplacés	932
Retournés	0
Communauté hôte / autochtones	2642
Réfugiés	0
Rapatriés/Expulsés	0
Total	3574

Sécurité alimentaire

	IC (Fréquence de réponses pondérée) ²
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire	22
Principales activités de subsistance IC)	
Travail journalier	22
Agriculture de subsistance	22
Agriculture de rente	0
Activités de pêche	10
Activités de chasse / cueillette	0
Élevage	1
Exploitation minière artisanale	0
Petit commerce (y compris vente de braises/charbon, etc.)	9
Gagne un salaire (d'un emploi permanent)	0
Envois de fonds (p.ex. envoyé par un membre de famille ou ami)	0
Aucune	0
Autre	0
Ne sait pas	0
Proportion de cultures endommagées (IC)	Oui, beaucoup (plus de la moitié)
	Non consensus
Proportion de bétails / animaux d'élevage affectés (pillés / tués / déplacés) au cours des 3 derniers mois (IC)	
Accès sécurisé à un marché fonctionnel (à moins de 2h à pied) durant les 7 derniers jours (IC)	
Perception du niveau de la faim de la majorité de la population (IC)	
Presque pas de faim	0
La faim est limitée, des stratégies sont disponibles pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	0
La faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	15
La faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans la localité, et causant de nombreux décès	7
Ne sait pas	0

Analyse Sécurité alimentaire

Les affrontements entre groupes armés dans la région a un impact significatif sur la sécurité alimentaire des ménages. A la suite des affrontements entre les FARDC et les rebelles du M23, de nombreux ménages ont été forcés d'abandonner leurs champs lors de leur déplacement ou sont empêchés d'y accéder par crainte d'attaques des groupes armés. D'autre part, le manque de terre, d'outils aratoires et de semences améliorées disponibles, l'infertilité des sols et le manque de moyens pour traiter les cultures contre les maladies réduit d'autant plus les capacités agricoles selon les GDC interrogés. A cela s'ajoute le pillage/meurtre d'animaux au cours des 3 derniers mois confirmé par 10 IC sur 22 enquêtés. Cette situation est alarmante dans un contexte où la grande majorité des ménages dépend de l'agriculture de subsistance et où la faim est déjà importante et les options limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture. L'augmentation de la pression démographique à la suite des déplacements de population augmente également la pression sur les ressources agricoles (terre, outils, semences, ...) entre les ménages déplacés et autochtones ce qui augmente l'insécurité alimentaire pour les deux communautés.

Il est à noter que, dans les 7 derniers jours précédant l'évaluation, 20 ménages sur 22 ont fréquenté les marchés de Kabamba et Ihusi. Cependant, les GDC ont exprimé une hausse considérable des prix des vivres sur ces marchés.

Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)

	IC (Fréquence de réponses pondérée) ²
Proportion de ménages ne disposant pas d'une quantité suffisante d'eau pour boire (même non-potable) (IC)	Oui, beaucoup (plus de la moitié)
Problèmes d'accès à l'eau (IC)	
Pas de problème	0
Les points d'eau sont trop éloignés	8
Les points d'eau sont difficiles d'accès	6
Aller chercher de l'eau est une activité dangereuse	0
Certains groupes n'ont pas accès aux points d'eau	2
Nombre insuffisant de points d'eau / temps d'attente trop élevé	11
Les points d'eau ne fonctionnent pas ou sont fermés	13
L'eau est trop chère	0
Pas assez de récipients pour stocker l'eau	9
Problèmes de goût / de qualité de l'eau (eau non-potable)	5
Autre	2
Ne sait pas	0

Analyse EHA

La situation en termes d'eau, d'hygiène et d'assainissement est également critique dans la zone. Selon une majorité d'IC interrogés, plus de la moitié des ménages ne dispose pas d'un accès à une quantité suffisante d'eau pour boire, même non potable. Une majorité de ménages s'approvisionne en eau de source non améliorées ou en eau de surface notamment sur l'île d'Ishovu où l'eau potable manque selon les GDCs. Ce manque d'eau est lié notamment au fait que plusieurs points d'eau sont défectueux ou fermés, insuffisants, au temps d'attente trop élevé et au manque de récipients de stockage de l'eau par plusieurs ménages de la zone, notamment les déplacés ayant subi une perte d'AME.

Par ailleurs, selon les participants aux GDCs, le lavage de mains n'est pas respecté par la population et le nombre de latrines hygiéniques est insuffisant ce qui expose la communauté aux maladies hydriques. En effet, en conséquence de l'indisponibilité de sources d'eau améliorées et de problèmes d'assainissement, on observe un taux très élevé de diarrhées et une résurgence du choléra dans les communautés.

Protection

(Fréquence de
réponses pondérée)²

Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection

22

Principales préoccupations de protection (IC)

Rien à signaler / Pas de problème	2
Meurtre	3
Mutilations / coups et blessures	0
Violences intercommunautaires	0
Violences sexuelles	13
Enlèvements ou tentatives d'enlèvement	0
Blessés / morts dus aux mines	0
Mariage forcé / précoce	7
Violences conjugales	0
Séparation des familles	0
Pillage / vol / cambriolage	13
Pillage du bétail	4
Arrestations arbitraires	6
Harcèlement ou divulgation de renseignements	0
Recrutements / enrôlements forcés	0
Démobilisation d'acteurs armés	0
Travaux forcés	0
Autre	4
Ne sait pas	0
Ne se prononce pas	0

Disponibilité d'un service de prise en charge des cas de VBG (IC)

Oui

Analyse Protection

Plusieurs préoccupations liées à la protection ont été soulevés par les IC et les GDCs interrogés. Des cas de violences sexuelles, pillage / vol / cambriolage, mariage forcé / précoce, arrestations arbitraires, pillages du bétail, mutilation / coup et blessures et meurtres ont été enregistrés dans la zone. Les violences sexuelles et pillages / vols / cambriolages semblent être les risques de protection les plus fréquents, cités par IC sur 22. Pour soutenir les victimes de VBG, un service de prise en charge des cas de VBG se fait au niveau des centres de santé appuyés par Fondation PANZI et Cordeid selon les Informateurs clés.

	IC (Fréquence de réponses pondérée) ²
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - AAP	27
Ménages ayant eu accès à une assistance humanitaire depuis le début de la crise (IC)	Non
Type d'assistance humanitaire reçue depuis le début de la crise (IC)	
Pas d'aide reçue	-
Nutrition	
Abris	
AME	
EHA	
Santé	
Education	
Nourriture	
Moyens de subsistance	
Protection (y compris la sécurité)	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	
Communication	
Cash	
Autre	
Ne sait pas	
Ne se prononce pas	
Types de besoins prioritaires de la population (IC)	
Pas besoin d'aide humanitaire	
Nourriture	27
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	
Abris	9
AME	8
EHA	14
Santé	5
Education	3
Protection (y compris la sécurité)	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	
Communication	
Cash	15
Autre	
Ne sait pas	
Ne se prononce pas	
Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (IC)	
Cash physique (en espèces)	27
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	0
Vouchers / foires	2
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	27
Provision de services (protection juridique, prise en charge médicale, formations pro., etc.)	25
Autre	0

Analyse AAP

Les modalités préférées pour bénéficier d'une assistance par les ménages, telles qu'identifiées lors de l'enquête, sont les paiements en espèces, l'assistance en nature (nourriture, articles ménagers essentiels, kits, infrastructures, etc.) et la provision de services (protection juridique, prise en charge médicale, formations protection., etc.). Les besoins prioritaires de la population comprennent la nourriture, les moyens financiers (cash), l'EHA (eau, savon, latrines, etc.), les abris, les AME (casseroles, bidons, habits, etc.) et la santé. Aucune assistance n'a été distribuée aux ménages déplacés depuis le début de la crise.

Conclusions générales et commentaires

A l'issue de l'enquête rapide auprès des IC et es GDCs menée par les équipes d'Acted dans la zone de santé de Kalehe et Katana territoire de Kalehe et Kabare sur l'axe Mabingu-Ishovu, trois besoins prioritaires se dégagent, classés par ordre d'importance : la nourriture, les moyens financiers (cash) et EHA (eau, savon, latrines, etc.). D'autres besoins essentiels tels que AME (casseroles, bidons, habits, etc.), éducation et les abris sont également identifiés comme cruciaux pour répondre aux défis de cette crise humanitaire multisectorielle.

Les entretiens révèlent également que la majorité des ménages privilégie les moyens financiers (cash) et l'assistance en nature comme la première modalité souhaitée. Cette information est cruciale pour orienter efficacement les efforts d'assistance et répondre aux préférences des bénéficiaires.

La pression démographique, avec près de 35% de la population représentée par les déplacés, accentue les contraintes sur les ressources locales des 1114 familles d'accueils recensées dans la zone. Signalons qu'au moment de l'évaluation aucun acteur n'est positionné dans la zone selon les participants aux groupes de discussions.

Notes de fin

1. "IC" pour les informateurs clés" et "GDC/RDS" pour les données issues des groupes de discussion communautaires ou d'une revue de données secondaires (voire d'une observation libre)". Si la source d'une information est autre que ces deux ou que la donnée dans une colonne ne s'y réfère pas, un entête spécifique est ajouté. Les entêtes de sources sont ensuite rappelés où nécessaire. Pour les IC, les résultats sont généralement présentés sous forme du nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, pondéré par le poids accordé aux IC spécialistes (fréquence pondérée des réponses IC). Les résultats peuvent aussi être affichés uniquement sous la forme de la réponse ayant été la plus fréquemment rapportée par les IC, après pondération. Lorsque aucune réponse rapportée par les IC ne se dégage majoritairement, le résultat est rapporté comme un "Non consensus". Pour les GDC/RDS, les réponses sont des entrées manuelles des évaluateurs pour répondre aux questions pertinentes. Les données GDC/RDS se retrouvent aussi et principalement dans les boîtes de texte d'analyse pour chaque secteur. Les données issues d'observations libres peuvent également être présentées dans ces boîtes de texte.

2. La fréquence pondérée de réponses IC correspond au nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, ajusté en fonction du profil des IC et du secteur évoqué. La pondération accordée à chaque IC en fonction de son profil permet de donner un poids relatif aux informations rapportées par les IC plus ou moins spécialisés en fonction du secteur évoqué. Chaque IC reçoit un nombre de points de pondération, qui varie pour chaque catégorie de questions (questions transversales, questions santé, questions sécurité alimentaire, etc). Ainsi le maximum possible de la fréquence pondérée d'une réponse (autrement dit, le total de points de pondération des IC) est différent pour chaque secteur. Cette fréquence pondérée maximale possible est indiquée en en-tête de chaque secteur à travers le rapport ; Attention : La fréquence pondérée ne correspond donc ni à un pourcentage, ni au nombre d'IC ayant cité l'option de réponse considérée.